

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 AGUESSAC

Références : 12-CARMIN-2022-51
Code AIOT : 0006800181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté Puech Long Bas 12490 ST ROME DE TARN. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- Puech Long Bas 12490 ST ROME DE TARN
- Code AIOT : 0006800181
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La carrière à ciel ouvert de calcaire sise au lieu dit "Puech Long Bas" sur la commune de Saint Rome de Tarn 12490, est autorisée par arrêté préfectoral n° 2014-132-0010 en date du 12 mai 2014 pour une durée de 30 ans et pour une production de 150 000 t annuelle maximale au bénéfice de la SAS Sévigné Industries.

Il est à noter que la carrière précitée fait l'objet d'un "porter à connaissance" pour une plateforme dédiée au stockage de bois (brut et transformé) destinés aux installations de chaudières biomasses, pour des collectivités sur le secteur de Saint Rome de Tarn.

La carrière était en activité au jour de la visite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Poussières
- Prélèvements eau
- Aménagements paysagers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.1.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Prévention des pollutions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.	/	Sans objet
3	Dispositions Techniques	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 5.2	/	Sans objet
4	Conduite de l'exploitation à ciel ouvert	Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 12.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est entretenue, végétalisée et sécurisée (clotûres périmètre et basins - portail - signalétique).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible. La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs. En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que la carrière ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières, tant au niveau des installations qui sont entretenues, et équipées de capotages, que des pistes et aires de circulation qui sont revêtues d'un gravillonnage, afin d'assurer le décrottage des roues des engins intra site. Les pistes et aires de circulation sont arrosées (cuve mobile) afin de limiter les envols de poussières.</p> <p>Un rotoluve assurant le nettoyage des pneus est également en place. Les matériaux de faible granulométrie sont stockés sous tunnel, les stockages au sol sont stabilisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : Depuis le premier trimestre 2022, pour une cohérence des interprétations avec l'évolution de la réglementation, l'exploitant assure la surveillance de la qualité de l'air par la méthode « des jauges OWEN » (plaquettes précédemment). La première campagne 2022 n'est pas exploitable (changement de méthode en cours de campagne), la campagne d'avril à juin montre un respect de la valeur fixée à 500mg/m ² /jour pour les 4 jauges (carrière soumise à AM du 26/11/2012 : exploitants d'installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes). Il est à noter que le bilan de l'année 2021 montre un respect de la valeur fixée pour les 4 campagnes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions Techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à prélever dans le bassin tampon à hauteur de 18,7m ³ /h d'eau, dans la limite d'un volume journalier de 62m ³ et annuel de 10 000m ³ . Les prélèvements ont lieu tous les jours, hors samedis, dimanches, jours fériés et périodes de fermeture du site (une semaine au mois d'août, une semaine au mois de décembre).
Constats : L'eau prélevée est utilisée pour l'alimentation du dispositif de lavage des sables, dépoussiérage des installations, abatage des poussières des pistes et aires de circulation et arrosage des plantations. Il est à noter que le bassin tampon est également alimenté par les eaux d'infiltration et de dérivation. Le suivi des prélèvements est existant et n'excède pas le volume journalier fixé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2014, article 12.1
Thème(s) : Autre, Aménagements paysagers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La végétalisation des trois replats (462m, 465m et 469m NGF) respecte les préconisations de l'étude d'impact, soit un arbre tous les 5m et un arbuste tous les 2m, sur un à trois rangs de manière à densifier le couvert végétal [...]
Constats : La végétalisation des replats est en place, elle est abondante, et les essences utilisées sont locales (conforme à AP). L'entrée principale du site est bordée de feuillus, et le pourtour du mur d'enceinte d'une partie des stockages (centre site) a fait l'objet de plantation. Il est à noter qu'en raison de la sécheresse actuelle, la végétation n'a pas été arrosée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet